

ARTICLE

I. Exposé de la problématique

Au début et surtout à la fin des années 1960, les espaces désertifiés du territoire français, furent le théâtre d'un phénomène de « retour à la terre ». Il s'agissait alors d'une des formes emblématiques des mouvements contre-culturels qui, partis des Etats-Unis avant d'atteindre le nord de l'Europe, exprimaient ainsi de manière concrète le refus des contraintes liées au système économique libéral, à la société urbaine et à la société de consommation.

Ainsi a été amorcée une tendance lourde toujours actuelle et appelée à s'amplifier dans les quinze prochaines années¹, qui a vu depuis cinq ans deux millions d'urbains s'installer à la campagne et la population rurale augmenter deux fois plus que celle des villes (9 % contre 4,6 %) entre 1999 et 2007. Cette migration interne est encouragée par une sensibilité accrue aux valeurs écologiques et à l'authenticité des relations sociales, par le coût élevé de la vie au cœur des métropoles, ainsi que par le raccourcissement des distances à la ville et les nouvelles technologies permettant le travail à distance.

Elle s'explique aussi parce que le « retour à la terre » qui, à l'exception de quelques précurseurs, s'est d'abord identifié à la première vague des communautés libertaires, hippies ou révolutionnaire culminant vers 1973, a suscité plus ou directement trois autres vagues migratoires néo-rurales successives, moins idéologiques et bien différenciées par le profil et les motivations de leurs acteurs. Il s'agit d'abord de celle de néo-ruraux proprement dits (1975-1985), à la recherche d'un revenu, d'une certaine intégration sociale, et d'un mode de vie plus sain et convivial, suivie de la troisième vague (1985-1995) qui regroupe des personnes venant exercer à la campagne la même profession qu'en ville, tandis que la dernière (depuis 1995) amène des personnes en grande précarité économique et sociale, espérant vivre à moindre coût et bénéficier d'une plus grande solidarité en milieu rural. a ainsi

En Ardèche plus qu'ailleurs, l'installation de la première vague néo-rurale, celle des communauté « hippies », au nombre de 15 en 1972, a pris un aspect particulier en concernant très tôt et de façon plus importante, dans un environnement social précocement désertifié, peu ouvert et très conservateur, une population de nouveaux venus moins aisée et plus radicale, contribuant à exacerber les conflits et à favoriser une forte médiatisation qui a rendu ce département emblématique du « retour à la terre ». Elle y a pris également un tour plus dramatique avec l'affaire Conty ou triple meurtre perpétré par les « tueurs de l'Ardèche » en 1977 qui, près de trente ans après les faits, marque encore la mémoire des Ardéchois et continue de susciter plusieurs niveaux de fantasmes.

Géographiquement, l'implantation de ceux que l'administration désigne sous le vocable de « néo-ruraux » privilégie nettement la partie sud-ouest du département, région des pentes où la désertification, la plus avancée, la plus massive et la plus ancienne (milieu du XIXe siècle), largement médiatisée à travers la thématique des « villages abandonnés » et la

¹ MORVAN, Sylvain : « La France des villages », dossier coordonné par Christelle Pangrazzi, in *Géo*, n° 396, février 2012, p 42 à 49, p 44-45.

venue de Jean Ferrat (1930-2010) à Antraïgues-sur-Volane, offre des possibilités financières d'installation intéressantes. Il s'agit notamment des Boutières et surtout de la Cévenne avec les hautes vallées de l'Ardèche, de La Beaume, de La Drobie, de La Thines, de La Borne et de La Gagnière, correspondant aux cantons de Largentière, de Joyeuse, de Valgorge et des Vans. De manière secondaire sont aussi concernées les deux zones de plateau : la Montagne ardéchoise (Lespéron) et le Bas-Vivarais calcaire (Beaulieu, Berrias, Grospièrres).

Les recherches ont été menées à partir de sources très variées et extrêmement dispersées : presse quotidienne et revues, nationale, régionale, locale, dominante et parallèle ; sources administratives (Cabinet du Préfet, Service Historique de la Gendarmerie, SAFER Alpes-Cévennes, archives communales, sources statistiques) ; études réalisées par des organismes agricoles, universitaires, d'aménagement du territoire et par des chercheurs ; documents audio-visuels (photos, films, émissions de TV et radio), enquêtes, romans, presse nationale, régionale, locale, dominante et parallèle, ainsi que des mémoires, témoignages et 40 entretiens semi-directifs. Ceux-ci ont été effectués en 2003 et 2004 dans le Sud-Ouest de l'Ardèche où la densité néo-rurale est la plus forte, sur la base de questions ouvertes, auprès de responsables politiques (maires, conseillers généraux) et syndicaux locaux, d'autorités administratives (directeur de la SAFER, président et sous-directeur de la Chambre d'Agriculture), de néo-ruraux ou ex néo-ruraux et d'Ardéchois de souche (paysans, commerçants, instituteurs / professeurs du secondaire).

La problématique s'interroge sur le point de savoir pourquoi et comment, au-delà de l'aspect anecdotique auquel il a été trop souvent réduit, le « retour à la terre » constitue un moment exceptionnel, courant sur trois décennies, de cristallisation d'une mutation fondamentale de la société française, donnant à voir la confrontation entre des forces en gestation et des forces en voie d'effacement ? Que révèle le phénomène du retour à la terre sur l'évolution historique de la France ? En quoi cristallise-t-il les forces centrifuges ou conflictuelles à l'œuvre dans la société ? Que préfigure-t-il (laboratoire du futur) ? Ce faisant, comment prépare-t-il la modification du rapport séculaire entre ville et campagne sous la forme de l'annexion de la seconde par la première tant en ce qui concerne le mode de vie que l'évolution de ses fonctions et, par là, une mue civilisationnelle qui se diffuse par capillarité à la société globale ?

Tout au long de la thèse, le cas ardéchois est confronté à des exemples pris dans d'autres espaces du territoire français (notamment la Haute-Loire, Drôme, le Gard, l'Hérault, les Alpes-de-Haute-Provence, les Pyrénées, le Pays basque et la Creuse), faute de disposer d'une étude exhaustive concernant la France qui seule permettrait de statuer sur sa représentativité. L'Ardèche est ainsi resituée dans le contexte national, et le cas échéant européen et international, afin de dégager la signification et la portée du « retour à la terre » au plan général.

En trois volumes et 1255 pages, dont 885 pages rédigées et 370 pages d'appareil critique (chronologie, annexes parmi lesquelles une sélection de 9 entretiens et des notices biographiques, sources, bibliographie, index, tables), la thèse étudie en trois parties (« Au centre, les marges », « La rencontre » et « Vers l'intégration ») la manière dont le phénomène du « retour à la terre » interroge de diverses manières, au niveau de l'englobant, la société dont il est le produit et en constitue l'avant-garde ; mais aussi le choc de cultures que représente, localement, la rencontre forcée entre anciens et nouveaux paysans ; enfin, l'acculturation réciproque et le processus d'intégration des nouveaux venus à la fin des années 1970 et au début des années 1980, qui, achevé seulement à partir des années 1990, débouche

sur l'accomplissement d'une véritable « révolution silencieuse »² tant à l'échelle locale que nationale.

Dans la première partie, après avoir, insisté sur la complexité de la définition³ et du phénomène du « retour à la terre » (évolutif, hétérogène, fluide, non recensé dans les statistiques officielles et ambigu idéologiquement), elle en décrit et caractérise, à l'échelle nationale, les phases chronologiques et les acteurs. Ceux-ci, représentatifs chacun d'une marge (sociale et culturelle pour les néo-ruraux, territoriales pour les espaces d'accueil) située aux antipodes l'une de l'autre, expriment et anticipent tous deux les mutations à l'œuvre dans la société française, qualifiées de « seconde révolution française » par le sociologue Henri Mendras⁴ marquée notamment par la « fin des paysans » consécutive au développement de l'agriculture productiviste, et par l'expansion de la « constellation centrale » (classe moyenne).

Elle analyse ensuite le phénomène à l'échelle, plus grande du département de l'Ardèche, à travers les représentations ayant motivé le choix des acteurs du retour à la terre, et leur confrontation avec la réalité économique et sociale des espaces d'implantation ; tandis qu'est soulignée la situation particulière de l'Ardèche, pionnière et « théâtre des extrêmes » en terme d'hétérogénéité des populations ainsi mises en présence.

La deuxième partie explore la rencontre forcée entre les néo-ruraux et les paysans ardéchois que tout sépare sur les plans démographique, économique, psychologique, idéologique, social et culturel. Il en résulte un véritable « choc de cultures » entre deux mondes : l'un, porteur de valeurs traditionnelles et ancestrales mais avide de modernité perçue comme seule capable de lui conférer une dignité égale à celle des autres groupes sociaux, l'autre, revenu de cette même modernité et aspirant à construire sa vie autour de nouvelles valeurs, se voulant héritières des anciennes ou totalement en rupture avec elles. Cela concerne l'autonomie dans le travail, la refondation des rapports humains sur une base horizontale, l'harmonie avec la nature, une voie alternative d'éducation et d'enseignement. Cette confrontation, qui prend appui sur les relations sociales quotidiennes entre les deux populations, met en jeu des représentations antinomiques de soi et de l'autre, fournissant le support d'une série de conflits articulés autour d'un certain nombre de notions fondatrices : (propriété, travail et sources de revenu, conception du métier de paysan, rapports au temps et à l'espace, l'éducation et l'école, les modes de vie et mœurs). Ils s'expriment avec d'autant plus de force qu'au fossé culturel entre anciens et nouveaux paysans vient s'ajouter un fossé générationnel, dans un milieu rural déprimé économiquement, psychologiquement et démographiquement. Le paroxysme est atteint entre 1976 et 1983, lorsque la volonté affichée des « bourrus » ou « zippis », de s'implanter durablement suscite de vives inquiétudes chez les Ardéchois craignant d'être dépossédés du pouvoir local. Si certains conflits (la chasse, « l'affaire Conty », l'installation sauvage de marginaux dans des tipis) cristallisent plus que d'autre les antagonismes, tous témoignent intrinsèquement du caractère insupportable de la remise en cause imposée à la population locale par les néo-ruraux.

La thèse se termine par l'analyse le processus d'intégration lente et difficile entre anciens et nouveaux paysans, passant par l'engagement syndical, associatif, politique local (élections

² L'expression reprend le titre de l'ouvrage de Debatisse, Michel, *La révolution silencieuse, le combat paysans*, Paris, Calmann-Lévy, 1963, 277 p.

³ Dans la thèse, sont considérés comme acteurs du « retour à la terre », tous ceux ayant migré vers la campagne pour vivre, totalement ou partiellement, d'une activité agricole, qu'ils soient d'origine urbaine (ce qui est le cas le plus fréquent) mais aussi fils d'agriculteurs ayant fait durant plusieurs années le détour par une vie urbaine, pour effectuer leurs études ou exercer leur profession.

⁴ Mendras, Henri, *La seconde révolution française 1965-1984*, Paris, Gallimard, 1988, 329 p ; nouvelle éd. réf. et mise à jour, 1994, 456 p.

municipales, cantonales), les structures créées par les politiques d'aménagement du territoire (contrats de pays, intercommunalité) ainsi que par la famille.

Effective seulement à partir de 1990, cette intégration progressive s'appuie sur les politiques de décentralisation. Symbolisée par l'accession d'un certain nombre de néo-ruraux à des responsabilités politiques (maires, conseillers généraux et régionaux), syndicales et professionnelles (président de Chambre d'Agriculture), elle accomplit une « révolution silencieuse »⁵, en termes démographique, agricole, politique et de transformation de l'espace rural, gagné par un mode de vie et des pratiques culturelles jadis l'apanage des villes, inventant un mode de vie nouveau, vecteur de développement local et d'un nouvel art de vivre mi-citadin, mi-rural.

II. Pertinence et impact de la thèse au regard des problèmes et enjeux contemporains

Relevant de l'histoire sociale et culturelle du temps présent, la thèse étudie dans une perspective historique, tentant ainsi d'en renouveler l'approche, le « retour à la terre » qui, à la croisée de plusieurs disciplines universitaires, a surtout fait jusque-là l'objet d'études sociologiques, ethnologiques, économiques ou géographiques.

Une telle approche présente, en effet, l'avantage de disposer d'un recul historique de plus de 30 ans, soit une génération ; de contextualiser, de mettre en perspective le « retour à la terre », en expliquant pourquoi une partie de la population française cherche des lieux de respiration par rapport à l'idéologie dominante, et en expliquant ce que ce comportement signifie par rapport à l'englobant ; de retracer des évolutions chronologiques : celles des différentes vagues migratoires du « retour à la terre », celles des réactions de la population locale (indifférence, hostilité, acculturation réciproque et intégration), celles des réponses administratives de la société globale (méfiance, surveillance avec parallèlement des formes d'intérêt exprimé par l'Etat pour la réalité que constitue le « retour à la terre ») et les évolutions de ces réponses ; d'exploiter des sources officielles (Gendarmerie, Cabinet du Préfet) ; enfin, de confronter des sources de natures et d'époques différentes (nombreux témoignages provenant de personnes aux profils diversifiés).

La période chronologique retenue, des années 1960 aux années 1990, permet de prendre en compte les parcours individuels des précurseurs, tels Pierre Rabhi, par rapport aux événements de Mai 68, tournant décisif mais non point de départ ; d'englober sans s'y limiter les vingt ans (1965-85) où la France a davantage changé qu'en plusieurs siècles ; et d'intégrer l'aboutissement des projets, justifiant ainsi, ponctuellement, quelques incursions postérieures à 1995 s'aventurant même jusqu'au tournant du XXI^e siècle.

Donnant corps à une aventure atypique, mettant en relief au passage le rôle des médias dans les représentations des campagnes, la thèse replace l'histoire des néo-ruraux dans le contexte de l'histoire de France et au-delà des frontières, avec la mondialisation. Elle explore un pan de la société française des années 1960 aux années 1990 : la fin des Trente Glorieuses,

⁵ Cf note n°1, p 3.

l'avant et l'après 1968, la crise de 1973, le tournant libéral des années 1976-1980 et celui de la mondialisation des années 1990.

Situé à la confluence du politique, de l'économique, du social, du géographique, de l'ethnographique et du culturel, véritable caisse de résonance des évolutions et des bouleversements enregistrés en France au cours des cinquante dernières années, le « retour à la terre » constitue un phénomène englobant qui fait éclater les frontières délimitant les champs disciplinaires. Cela tient à sa complexité faisant intervenir de multiples facteurs, opérant aux échelles mondiale, continentale, nationale et locale.

Avec la « révolution silencieuse »⁶ provoquée par l'installation des néo-ruraux, se pose la question du pouvoir d'influence d'un groupe minoritaire mais actif sur la transformation d'un certain nombre d'espaces. En effet, en mettant en contact deux populations socialement et culturellement très éloignées mais dont l'une est culturellement favorisée et bénéficie d'un niveau intellectuel bien supérieur, il fournit un exemple intéressant de revitalisation et de transformation par la requalification, d'espaces marginalisés par la société globale. Porteurs de valeurs et d'exigences inédites (thématiques écologiste, environnementale, identitaire et patrimoniale), actifs et créatifs, les néo-ruraux redynamisent leurs espaces d'accueil en modifiant les représentations de la population locale sur celui-ci et sur elle-même. Ils anticipent et entraînent, avant de l'accompagner, une évolution historique conduisant à produire de nouvelles représentations porteuses d'autres demandes, notamment patrimoniale et environnementale, provenant de l'englobant à l'égard de la campagne et de l'agriculture. La « révolution silencieuse »⁷ qui en est le fruit transforme ces espaces, en lieux d'innovation et de résistance fonctionnant sur le mode d'archipels, où s'expérimentent des alternatives économiques, scientifiques, politiques et géographiques (invention d'un nouvel espace ni ville, ni campagne). Une telle expérience est susceptible d'être transposée en d'autres lieux présentant un certain nombre de similitudes, notamment en terme de relégation économique et sociale et de représentation de soi très négative, et pourrait inspirer les politiques visant à revaloriser les espaces de relégation du territoire français.

Phénomène marginal, le « retour à la terre » constitue pourtant un vecteur important de changement social à l'échelle de l'englobant. En effet, ses acteurs, appartenant à un groupe de salariés moyens en position d'équilibre instable, orienté à gauche, jeune, d'origine sociale diverse, recruté par mobilité sociale ascendante ou descendante dans des professions nouvelles dont le taux de croissance de 3,9 % de 1965 à 1975, dépasse largement celui des autres catégories (à l'exception des cadres), répondent à la situation de tension sociale dans laquelle ils se trouvent en inventant des solutions utilisant des procédés techniques ou des agencements sociaux inédits.

Ce faisant, ils ouvrent un espace politique, économique, social et culturel neuf, contribuant ainsi à faire évoluer, par capillarité, les représentations, la morale, les valeurs et les mœurs, les structures et les rapports sociaux, par la diffusion dans l'ensemble de la société et dans les partis politiques, d'un certain nombre de thématiques, grâce à l'action de nombreux militants ayant pris des responsabilités, dans les associations, l'administration où ils poursuivent leurs idéaux. Issus en partie du mouvement écologiste, ces valeurs et comportements tracent lentement mais sûrement leur chemin dans l'opinion publique. Elles

⁶ L'expression reprend le titre de l'ouvrage de Debatisse, Michel, *La révolution silencieuse, le combat paysans*, Paris, Calmann-Lévy, 1963, 277 p.

⁷ Ibid.

aboutissent à modifier, à différentes échelles, les pratiques des acteurs politiques, économiques et sociaux, dessinant ainsi les contours d'une société post-industrielle soucieuse de concilier les apports (en partie mythifiés) des sociétés traditionnelles, en matière d'harmonie avec la nature et entre les hommes, avec les technologies douces respectueuses de l'environnement.

Faisant fonction d'expérimentateurs ou de défricheurs sociaux, les néo-ruraux se distinguent par leur faculté, consciente ou non, d'anticipation des évolutions futures de la société. Il s'agit de l'éducation des enfants (pédagogie du projet), de la formation pour adultes et de l'aide à l'insertion et à la création de très petites entreprises, de la remise en cause partielle du modèle agricole productiviste au niveau européen et national, du tourisme vert, des relations inter âges ou des associations producteurs-consommateurs, de valeurs telles que la cohabitation et les naissances hors mariage, la patrimonialisation du rural et la qualité des produits, la modification des politiques publiques, et le changement des représentations sur la campagne et les agriculteurs. Ces derniers occupent toujours une place centrale, non plus du point de vue politique ou économique mais comme référents identitaires, patrimoniaux et culturels, même si dans ce nouveau schéma relationnel le rôle dominant demeure celui de la ville qui assigne à la campagne des fonctions conformes à ses représentations.

Se pose ainsi la question du devenir d'une démarche protestataire et dissidente, en partie récupérée par le centre qui puise dans la marge sa force de régénérescence.

Objet du rejet le plus radical de la part de la société dominante, les valeurs et les mœurs des néo-ruraux, surtout celles des marginaux et hippies de la première vague, se diffusent progressivement à l'ensemble de la société qui goûte volontiers à l'hédonisme et dont les codes de comportement deviennent moins contraignants en se diversifiant. Cela est particulièrement sensible dans les attitudes concernant le corps, le tabou sexuel, la virginité et le mariage qui sont désormais révoqués.

Les progrès de l'individualisme générant, aux côtés de celui de la famille, un besoin accru d'autrui et de relations sociales, celles-ci se multiplient et deviennent plus conviviales. Cela touche la sphère religieuse où chacun se « bricole » sa religion personnelle constituée d'éléments disparates issus de différentes traditions mais recherche une validation de ses croyances par le biais du réseau⁸. Dans le domaine social et professionnel, la structure hiérarchique, qui avait constitué un des objets majeurs de rejet motivant le « retour à la terre », cède la place, devant la revendication d'autonomie et de non cloisonnement des sphères de la vie, à une fragmentation en un grand nombre de groupes différenciés et à une organisation où l'horizontalité des relations tend à prévaloir dans les nouveaux schémas d'organisation, à la faveur de la vague libérale commencée au début des années 1980.

Plus orienté vers la satisfaction de soi que vers la construction de la société, ces valeurs s'accompagnent d'une quête identitaire (régionalisme) et patrimoniale et d'une recherche des racines, exprimée par la « mode rétro » qui imprègne tous les domaines de la société.

⁸ HERVIEU-LEGER (Danièle) : *Le religion pour mémoire*, Paris, Editions du Cerf, 1993, 273 p.

Obligés pour réaliser leurs projets de faire preuve d'inventivité devant les réticences des institutions à les épauler dans des démarches alors non conventionnelles, les néo-ruraux contribuent à promouvoir l'économie solidaire, via les systèmes d'épargne, les systèmes d'échanges locaux (SEL) ou le micro crédit.

Ils se font les expérimentateurs de la multifonctionnalité qui vient compléter la pluriactivité traditionnelle, en pérennisant certaines composantes mais en y ajoutant une dimension sociale légitimante fondée, non plus sur une conjoncture locale ou sectorielle mais sur le rapport à l'englobant, lequel exprime à l'égard de l'agriculture une demande environnementale et patrimoniale (entretien de paysages spécifiques comme ceux des terrasses en Ardèche) aboutissant à définir autant de nouvelles fonctions⁹.

Celles-ci, patrimoniale et environnementale, sont traduites et mises en lois (loi d'orientation agricole de 1999 créant notamment les contrats territoriaux d'exploitation remplacés en 2002 par les contrats d'agriculture durable) par la puissance publique.

Initiateurs d'un mouvement migratoire de la ville vers la campagne qui a insufflé des valeurs et comportements urbains au milieu rural, les néo-ruraux anticipent et accompagnent, conjointement avec la diffusion des médias (notamment la télévision), un mouvement d'homogénéisation des modes de vie : « ruraux » et « campagnards » n'ayant plus aujourd'hui un mode de vie vraiment différent de celui des banlieusards et des citadins¹⁰. Imposant la prégnance du culturel dans l'économie, le social et la politique, ils oeuvrent à la fusion des cultures rurales et urbaines, notamment par la transformation des produits du terroir en produits haut de gamme destinés à une clientèle urbaine.

Conjointement avec l'économie, les néo-ruraux repensent le territoire en faisant évoluer la représentation du milieu rural et du rôle de l'agriculteur qui, désormais minoritaire, demeure, par le biais d'une agriculture extensive de qualité répondant à une demande de plus en plus forte des consommateurs urbains, une figure centrale et fondatrice de l'identité nationale, comme incarnation d'un ancrage local et identitaire nécessaire dans un contexte de mondialisation uniformisatrice.

La démocratie participative, à laquelle les néo-ruraux ouvrent la voie, dans le contexte de la conduite de leurs actions et projets, gagne le corps social, désormais investi massivement dans les associations, notamment sociales et culturelles, qui connaissent une prolifération spectaculaire reflétant la transformation de l'esprit public et civique des Français.

⁹ CORNU (Pierre) et MAYAUD (Jean-Luc) : « Sous l'agricole, le rural ? Réflexion historiennes sur la multifonctionnalité », in CORNU (Pierre) et MAYAUD (Jean-Luc) (dir.) : *Nouvelles questions agraires. Exploitants, fonctions et territoires*, La Boutique de l'Histoire, coll. « Mondes ruraux contemporains », Paris, 2008, 313 p, pp 5 à 37 (p 15- 16).

¹⁰ MENDRAS (Henri) : *La France que je vois*, op. cit., p 65.

La thèse procède à l'archéologie d'une tendance lourde du début du XXI^e siècle, appelée à s'amplifier. Celle-ci est caractérisée par un exode urbain qui, en repeuplant depuis dix ans 30 000 communes rurales, en enrayant dans certains espaces une tendance plus que séculaire à l'exode rural, réduit progressivement la « diagonale du vide », ce couloir dépeuplé, identifié par les géographes, qui traverse la France des Ardennes aux Pyrénées.

Elle analyse la gestation des nouvelles campagnes, sous l'impulsion de ceux que les cabinets de sondage désignent, à l'aube du XXI^e siècle, sous le terme d'« extra urbains », acteurs d'une recomposition sociale qui, par la baisse de la part des agriculteurs et la hausse de celle des cadres (respectivement de 33 à 7 % de 4 à 20 % de 1962 à 1999), rapproche de plus en plus les communes de moins de 2000 habitants de l'ensemble de la population française, en terme d'âge, de niveau d'études, de catégorie socioprofessionnelle et de revenu mensuel du foyer¹¹. Ils transforment l'espace rural en y inventant un mode de vie nouveau, vecteur de développement local et d'un nouvel art de vivre mi-citadin, mi-rural, rejoignant ainsi les paroles de Jules Renard, utopiques au XIX^e siècle : « S'enfuir dans un village pour en faire le centre du monde ».

Attirés par la campagne qui a vu son image se revaloriser avec la prégnance des valeurs écologiques, ces nouveaux ruraux, trentenaires ou quadragénaires ont quitté la ville après la naissance de leurs enfants pour échapper au coût élevé de la vie et à la fatigue de la vie urbaine et se construire une vie plus saine et authentique, tout en bénéficiant des infrastructures des métropoles qui ne cessent de s'étendre sur des territoires périurbains. Cela est rendu possible par le raccourcissement des distances et par les nouvelles technologies de l'information et de la communication permettant de développer le travail à distance, encouragé par 65 % des entreprises¹².

Leur présence fait évoluer la vie sociale, politique et économique locale : progression socialiste dans des départements et espaces historiquement marqués à droite (Loiret, Morbihan) responsable du basculement du Sénat à gauche en octobre 2011, dynamisation du commerce local avec le retour des commerces de proximité (+ 1 % par an contre + 0,6 % en ville entre 1993 et 2008), notamment ceux qui répondent aux besoins des nouveaux arrivants (coiffeurs, débits de boissons, cafés-tabacs, agences immobilières, blanchisseries-teintureries) ; arrivée de jeunes créateurs d'entreprises ou de sociétés de taille moyenne, à la recherche de tarifs avantageux mais aussi d'une meilleure atmosphère de travail et d'une plus grande cohésion sociale, et misant sur l'attraction des Français pour la campagne afin de promouvoir leur produits « made in terroir », gage de qualité et de savoir-faire¹³.

Afin de développer leurs ressources économiques, les communes rurales s'attachent valoriser leur patrimoine historique et naturel (multiplication de labels et de manifestations traditionnelles) ainsi qu'à développer le tourisme qui a attiré 40 % des Français et 25 % des étrangers ayant pris leurs vacances en France et constitue par ailleurs la source de revenu principale pour un tiers de communes de moins de 2000 habitants. Afin d'accroître leur pouvoir d'attraction, un nombre croissant de celles-ci s'inscrit dans une nouvelle forme de gouvernance qui deviendra obligatoire pour chacune fin 2013, l'intercommunalité, permettant à des communes voisines de mutualiser leurs ressources financières afin de développer des projets de grande envergure.

¹¹ INSEE et CREDOC : chiffres de 2006, publiés in *Géo*, op. cit. , p 47.

¹² VIARD, Jean : *Nouveau portrait de la France*, éditions de l'Aube, 2011.

¹³ Propos d'Olivier Mora, ingénieur à l'Institut national de recherche agronomique (INRA), recueillis par Sylvain Morvan, in *Géo*, op. ci., p 48.

En développant, dans les années 1990, dans ce non espace qu'est celui de la désertification, un nouvel art de vivre fondé sur le nomadisme, le métissage culturel, la technologie de pointe, le tourisme, l'information, la culture et surtout la modernité douce, en insérant la vie moderne dans un environnement traditionnel et naturel, les néo-ruraux élaborent une nouvelle culture, créent un nouveau type d'espace, ni ville-ni campagne, reconstituant la cité antique, intégrant les cultures, les classes sociales, les nationalités, les religions, inventant une façon d'être se démarquant de la civilisation nationale et mondiale grâce à la revendication d'une spécificité locale par ses citoyens, désireux de concilier désir de ville et désir de campagne, caractéristiques des sociétés développées actuelles. Enraciné dans un décor médiéval où la modernité est présente à travers les nouvelles technologies, ce village planétaire ouvre sur des dimensions échappant au réel, dans une vision multidimensionnelle articulant le global et le local, le passé et le futur. Il en est ainsi lorsqu'une fabrique de fourches en bois de micocoulier d'un seul tenant met en valeur un art local remontant au Moyen Age, tout en conciliant la globalité en répondant à une demande provenant des quatre coins du monde, et en utilisant un processus intégrant de nombreux savoir-faire strictement écologiques. Incarnation d'une mondialisation réussie dans des espaces-refuges permettant d'oublier la brutalité des effets de la mondialisation dominante, cet art de vivre attire tous ceux qui, à travers le monde, ne sont en quête ni de la ruralité pure ni de l'urbanité mais d'une modernité douce, d'une vie créative près de la nature pouvant être partagée avec le plus de gens différents possible, afin d'avoir l'impression de voyager sans cesse en faisant des rencontres au détour d'une rue, dans les châtaigniers et les garrigues, sans exclure d'autres voyages¹⁴.

Attractives, les campagnes sont devenues des modèles d'innovation pour les villes et métropoles qui, afin de retenir leurs populations, se ruralisent en multipliant les espaces verts (Lyon, Strasbourg, Nancy, Aix-en-Provence), en abritant des marchés du terroirs (Paris, Nantes, Marseille), en développant des projets de ferme en centre-ville (Nantes), en mettant en œuvre des plans de biodiversité visant à renforcer la place de la nature dans la cité, à l'instar de Paris qui s'est dotée de plus de 300 ruches.

En étant à l'origine de l'urbanisation du rural entraînant dans son sillage la ruralisation de l'urbain, les néo-ruraux, rebaptisés « extra urbains » depuis les années 2000, sont les acteurs d'un tournant décisif dans l'aménagement du territoire national qui, en inventant un nouvel art de vivre mi-citadin, mi-rural, vecteur de développement local, remet de plus en plus en cause l'opposition séculaire entre ville et campagne.

¹⁴ GROSJEAN (Marie-Joséphine) : *Les Cévennes, rêve planétaire*, Paris, Albin Michel, coll. « Clés », 2003, 289 p, p 11 à 22.